

**ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 109-2004  
RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE LES  
DÉGÂTS D'EAU**

PROPOSÉ PAR : Mme Lynda Paul  
APPUYÉ PAR : Mme Isabelle Auger  
ET RÉSOLU : à l'unanimité

Attendu que l'article 19 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C 47.1) permet à toute municipalité locale d'adopter des règlements en matière d'environnement;

Attendu que le conseil municipal juge opportun d'imposer la mise en place de protections contre les dégâts d'eau à l'égard de toute construction située sur son territoire;

Attendu que suivant l'article 21 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C 47.1), la municipalité n'est pas responsable des dommages causés à un immeuble ou à son contenu si le propriétaire néglige ou omet d'installer un appareil destiné à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout, conformément à un règlement adopté en vertu de l'article 19 de ladite loi;

Attendu que le maire mentionne que le présent règlement a pour objet de prévoir l'obligation, pour les propriétaires de constructions desservies par un réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire (le cas échéant) situé sur le territoire de la municipalité, d'installer des protections contre les dégâts d'eau, notamment des clapets antiretour, pour éviter tout refoulement, selon les conditions prévues au présent règlement;

Attendu que le présent règlement abroge et remplace le *Règlement numéro 109-2004 décrétant l'installation de clapets de retenue dans les bâtisses situées sur le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides*;

Attendu que l'avis de motion du présent règlement a été donné à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 13 mars 2023 par madame la conseillère Lynda Paul;

Attendu que le projet du présent règlement a été déposé à la séance ordinaire du conseil municipal tenue le 13 mars 2023 par madame la conseillère Lynda Paul;

Attendu que tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le présent règlement et renoncent à sa lecture;

En conséquence, il est proposé par madame la conseillère Lynda Paul, appuyé par madame la conseillère Isabelle Auger et résolu à l'unanimité que le présent règlement portant le numéro 746-2023 soit et est adopté, et qu'il soit décrété comme suit :

**SECTION I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES**

**Préambule**

1. Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

**Objet du règlement**

2. Le présent règlement a pour objet d'imposer la mise en place, le maintien et l'entretien d'appareils destinés à réduire les risques de dysfonctionnement d'un système d'alimentation en eau ou d'égout et d'exonérer la Ville en cas de non-respect de ce règlement.

**ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 109-2004  
RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE LES  
DÉGÂTS D'EAU**

**Territoire assujetti**

3. Le présent règlement s'applique à l'ensemble du territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides.

**Interprétation du texte**

4. Le présent règlement doit être interprété selon les principes de la *Loi d'interprétation* (RLRQ, c. I-16).

**Renvoi**

5. Tous les renvois à une loi ou à un autre règlement s'appliquent aussi à toute modification postérieure de celui-ci.

Conformément au paragraphe 6° du premier alinéa de l'article 6 de la *Loi sur les compétences municipales* (RLRQ, c. C 47.1), tous les amendements apportés au Code après l'entrée en vigueur du présent règlement en font partie intégrante comme s'ils avaient été adoptés par la municipalité. De telles modifications entrent en vigueur conformément à ce que prévoit ladite loi.

**Terminologie**

6. À moins que le contexte l'indique autrement, dans le présent règlement, on entend par :

- a) « Clapet antiretour » : un dispositif étanche de protection contre les refoulements permettant l'écoulement unidirectionnel dans le réseau d'égout;
- b) « Code » : « Code national de la plomberie – Canada 2015 » et le « National Plumbing Code of Canada 2015 », publiés par la Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies du Conseil national de recherches du Canada, ainsi que toutes modifications ultérieures pouvant être publiées par cet organisme et selon les modifications apportées par une loi ou un règlement du Québec, notamment la *Loi sur le bâtiment* et le *Code de construction* adopté en vertu de cette loi (c. B-1.1, r. 2);
- c) « Eau pluviale » : l'eau de pluie ou provenant de la fonte des neiges, l'eau de refroidissement et l'eau provenant de la nappe phréatique;
- d) « Eaux usées » : eaux de rejet autre que les eaux pluviales;
- e) « Puisard » : fosse étanche ou trou réalisé dans le sol destiné à collecter les eaux pluviales provenant d'un drain de fondation (drain français) ou de la nappe phréatique pour ensuite les acheminer à l'extérieur d'un bâtiment à l'aide d'une pompe;
- f) « Réseau d'égout sanitaire » : un système de drainage qui reçoit les eaux usées;
- g) « Réseau d'égout pluvial » : un système de drainage dans lequel se drainent l'eau pluviale et l'eau souterraine;
- h) « Réseau d'égout unitaire » : un système de drainage qui reçoit à la fois l'eau usée et de l'eau pluviale.

**ABROGEANT ET REMPLACANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 109-2004  
RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE LES  
DÉGÂTS D'EAU**

**SECTION II – PROTECTION CONTRE LES REFOULEMENTS**

**Obligation**

**7.** Quelle que soit l'année de construction, le propriétaire de toute construction desservie par le réseau d'égout sanitaire, pluvial ou unitaire doit installer le nombre de clapets antiretour requis pour éviter tout refoulement. Ces clapets doivent être installés et maintenus conformément au code, aux règles de l'art et aux dispositions du présent règlement, lesquelles ont, en cas d'incompatibilité, préséance sur les dispositions du code.

En plus de toutes autres normes prévues au code, de tels clapets doivent être installés sur les branchements horizontaux recevant les eaux usées ou pluviales de tous les appareils, notamment les renvois de plancher, les fosses de retenue, intercepteurs, drains de fondation, les réservoirs et tous les autres siphons, installés sous le niveau des têtes de regards de rue, de même que toute conduite de déversement via laquelle est susceptible de survenir un refoulement ou un dégât d'eau.

Le propriétaire ou la personne qu'il désigne doit entretenir et vérifier le dispositif antiretour à chaque année, de façon à s'assurer que l'ensemble des installations relatives à sa construction sont conformes au présent règlement.

Il est interdit d'installer un clapet antiretour sur le collecteur principal.

Les clapets à insertion (communément appelés « squeeze-intérieur ») sont interdits.

Le propriétaire ayant un puisard doit obligatoirement être protégé par un clapet antiretour sur la conduite d'évacuation de la pompe de puisard.

En l'absence d'égout municipal, il appartient à chaque propriétaire d'installer un puisard aux endroits requis de manière à éviter tout dégât d'eau.

**Accès**

**8.** Le propriétaire doit installer les clapets antiretour de façon à ce qu'ils soient faciles d'accès en tout temps, notamment pour leur entretien et nettoyage.

Sans restreindre la généralité de ce qui précède, tout type de clapet antiretour doit être placé à un endroit accessible, à des fins d'utilisation conforme, d'entretien (réparation et/ou remplacement) et de nettoyage. Le propriétaire doit s'assurer en tout temps de maintenir l'accessibilité aux clapets.

Le puisard et la pompe de puisard doivent être accessibles en tout temps. La pompe doit être entretenue à chaque année.

**Coup de bélier et amortisseur**

**9.** Toute construction desservie par le réseau d'aqueduc de la municipalité doit être protégée par un nombre d'amortisseurs suffisant pour protéger cette construction et son contenu contre un coup de bélier provenant du réseau d'aqueduc de la Ville.

**Délai**

**10.** Les obligations prévues à l'article 7 s'appliquent à un bâtiment déjà érigé au moment de son entrée en vigueur. Le propriétaire bénéficie toutefois, dans ce dernier cas, d'un délai d'un (1) an à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement pour se conformer à cette obligation.

**ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 109-2004  
RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE LES  
DÉGÂTS D'EAU**

**SECTION III – AUTRES EXIGENCES**

**Évacuation des eaux pluviales provenant d'un bâtiment**

**11.** Les eaux pluviales en provenance du toit d'un bâtiment qui sont évacuées au moyen de gouttières ou d'un tuyau de descente pluviale doivent être évacuées sur une surface perméable. Toutefois, le tuyau de descente pluviale doit se prolonger d'au moins 2 mètres à partir du mur de fondation du bâtiment, sans dépasser la ligne de l'emprise de rue.

S'il est impossible d'évacuer ces eaux sur une surface perméable, elles peuvent être dirigées vers un puits d'infiltration ou tout autre ouvrage de rétention. La base du puits d'infiltration ne doit pas être située à un niveau inférieur à celui de la nappe phréatique et le puits d'infiltration doit être situé à au moins 4 mètres du mur de fondation et à au moins 2 mètres de la ligne d'emprise de rue.

En tout temps, il est interdit de connecter ou de brancher une gouttière ou un tuyau de descente pluviale au drain de fondation.

**SECTION IV – DISPOSITIONS SUPPLÉMENTAIRES**

**Visite et inspection**

**12.** Dans l'exercice de ses fonctions, tout fonctionnaire ou employé de la municipalité peut visiter et examiner, entre 7 heures et 19 heures, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, est respecté, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par le présent règlement.

Le propriétaire ou l'occupant d'un immeuble doit laisser le fonctionnaire ou l'employé de la municipalité pénétrer sur les lieux et répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution du présent règlement.

**Entrave et renseignement faux ou trompeur**

**13.** Il est interdit à toute personne d'entraver un fonctionnaire ou un employé de la municipalité dans l'exercice de ses fonctions.

Il est également interdit à toute personne de donner sciemment un renseignement faux ou trompeur dans le cadre de l'application des dispositions du présent règlement.

**SECTION V – INFRACTION ET PEINE**

**Infraction et peine**

**14.** Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Quiconque contrevient ou permet que l'on contrevienne à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible, pour une première infraction, d'une amende minimale de 500 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne morale et d'une amende maximale de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique ou de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ces montants sont doublés.

**ABROGEANT ET REMPLAÇANT LE RÈGLEMENT NUMÉRO 109-2004  
RELATIF À L'OBLIGATION D'INSTALLER DES PROTECTIONS CONTRE LES  
DÉGÂTS D'EAU**

**Constats d'infraction**

**15.** Le conseil municipal autorise, de façon générale, l'inspecteur municipal ou toute autre personne désignée par résolution du conseil, à délivrer des constats d'infraction pour toute infraction aux règlements municipaux. Ces personnes sont chargées de l'application du présent règlement.

**SECTION VI – DISPOSITIONS FINALES**

**Préséance en cas d'incompatibilité**

**16.** En cas d'incompatibilité entre une disposition du présent règlement et tout autre disposition portant sur le même objet d'un autre règlement municipal, la disposition du présent règlement a préséance sur telle autre disposition.

**Entrée en vigueur et remplacement**

**17.** Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi. Sous réserve du deuxième alinéa ci-après, il abroge le *Règlement numéro 109-2004 décrétant l'installation de clapets de retenue dans les bâtisses situées sur le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides*.

À l'égard d'un bâtiment déjà érigé au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement, le *Règlement numéro 109-2004 décrétant l'installation de clapets de retenue dans les bâtisses situées sur le territoire de la ville de Saint-Lin-Laurentides* continue de s'appliquer jusqu'à la première des échéances suivantes :

- a) Le jour où les travaux, à l'égard de ce bâtiment, ont été réalisés pour assurer le respect du présent règlement;
- b) À l'expiration du délai d'un (1) an prévu à l'article 10 intitulé « Délai » du présent règlement, le propriétaire d'un bâtiment déjà érigé devant ainsi, à compter de cette dernière date, avoir pris les moyens pour respecter le présent règlement.

**Signatures**

**18.** Suivant son adoption, le présent règlement sera signé en deux originaux, l'un pour le livre des règlements de la Ville conformément à l'article 359 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19), l'autre pour le dossier administratif dudit règlement.

Le maire demande le vote. Le règlement est adopté à l'unanimité.

*Copie originale signée*

\_\_\_\_\_  
Mathieu Maisonneuve, maire

*Copie originale signée*

\_\_\_\_\_  
M<sup>e</sup> Stéphanie Myre, greffière et directrice des affaires juridiques

Avis de motion le 13 mars 2023  
Projet de règlement le 13 mars 2023  
Adoption du règlement le 11 avril 2023  
Entrée en vigueur le 19 avril 2023